

Ambassade de France au Canada
Service économique régional du Canada

Canada – Etats-Unis : deux économies symbiotiques

La Chambre de Commerce du Canada (CCC), un organisme patronal représentant plus de 200 000 entreprises à travers le pays, vient de publier un rapport qui, à quelques semaines de l'élection présidentielle américaine, vient fort opportunément souligner l'importance et la profondeur de la relation économique américano-canadienne¹. Rédigé par Trevor Tombe, Professeur à l'Université de Calgary, ce rapport rappelle quelques constats qui, pour être connus, n'en sont pas moins très révélateurs de ce qui relève moins d'une dépendance du Canada à l'égard des Etats-Unis, que d'une interdépendance des deux économies nord-américaines.

1/ Au-delà des chiffres bien connus sur l'importance du partenaire américain pour le commerce canadien (72% des exportations du pays de biens et services et 62% de ses importations), le rapport souligne surtout l'interpénétration des chaînes de valeur des deux pays. Les Etats-Unis se sont imposés comme le principal partenaire commercial du Canada au lendemain de la seconde guerre mondiale, alors que le commerce avec la mère patrie britannique représentait encore 38% de son commerce total. En à peine une décennie, la part des Etats-Unis, qui était auparavant aux alentours de 50%, a grimpé à 60% ; trente ans plus tard, elle était de 79%, alors que la part britannique était retombée à 2%. Mais au-delà de ces chiffres globaux, suggérant une situation de dépendance de la seule économie canadienne, c'est davantage une relation d'interdépendance que le rapport met en exergue.

En effet, en considérant plus précisément la nature des biens échangés, le rapport montre que « *plus de 63% des exportations canadiennes vers les Etats-Unis étaient composées d'intrants intermédiaires et près de 16% étaient classées dans la catégorie des biens d'équipement* » ; seuls « *21% des exportations canadiennes vers les Etats-Unis sont utilisés comme biens de consommation finale par les acheteurs américains* ». Autrement dit, les exportations canadiennes vers les Etats-Unis servent très majoritairement à produire des biens finaux américains. L'inverse est également vrai, quoique dans une proportion moindre, puisque les exportations américaines vers le Canada « *sont composées d'environ 50% d'intrants intermédiaires et de 23% de biens d'équipement* ». Ces échanges s'opèrent d'ailleurs fréquemment au sein d'un même groupe : les dernières données pour 2023 montrent ainsi que plus de la moitié de la valeur totale des exportations du Canada vers les États-Unis concernait cette année-là des entreprises exportant vers des apparentés² ; un pourcentage comparable à celui des importations canadiennes en provenance de parties liées aux États-Unis.

2/ Contrairement à des idées parfois propagées, notamment dans le discours politique, l'importance de ces échanges ne se fait pas forcément au détriment des Etats-Unis. Si le déficit de la balance commerciale envers le Canada est souvent pointé du doigt dans le discours politique américain, à commencer par l'ancien Président D. Trump, le rapport montre que la situation est en réalité beaucoup plus nuancée qu'il n'y paraît. Ce déficit s'est certes creusé ces dernières années, passant d'une moyenne d'environ 2 milliards USD par mois à environ 5 milliards USD, mais, si l'on exclut les carburants et le pétrole, les États-Unis maintiennent en réalité un excédent commercial relativement constant et stable avec le Canada : au cours des quinze dernières années, cet excédent a varié entre 2 et 4 milliards de dollars américains par mois. La situation est encore plus nuancée lorsque l'on étend l'analyse aux services. Le rapport montre ainsi, pour 2023, que l'excédent commercial bilatéral total des États-Unis avec le Canada a approché, s'agissant des seuls services, 32 milliards de dollars américains.

Mais ces chiffres, bruts, n'illustrent qu'imparfaitement l'imbrication des deux économies dans ces volumes échangés. En repartant de la base TiVA développée par l'OCDE, l'auteur montre ainsi que, lorsque l'on s'attache à la valeur

¹ Trevor Tombe, « Des partenaires pour la prospérité : étude de l'importance des échanges commerciaux entre le Canada et les Etats-Unis », 8 octobre 2024

² Une partie apparentée est définie comme une partie qui détient au moins 5 % de l'entité à laquelle elle achète ou vend

ajoutée créée et non aux seules valeurs des biens échangés, les importations et exportations des deux pays intègrent en réalité une part substantielle de valeur créée de part et d'autre de la frontière. Pour 2019, dernière année documentée avant les turbulences de la crise sanitaire, l'auteur constate que les importations aux États-Unis en provenance du Canada s'élevaient à environ 319 milliards de dollars américains, dont « 38 milliards de dollars provenaient des États-Unis eux-mêmes » (soit 12%). En moyenne, la valeur ajoutée canadienne incorporée dans les exportations américaines s'élevait ces dernières années à environ 20 milliards USD par an.

Enfin, alors que le Canada a toujours craint depuis sa création d'être réduit à une économie de ressources naturelles (cf la littérature autour du « staples trap »), l'insuffisance de capitaux livrant ses secteurs aval de la transformation à la prédation des intérêts américains, l'auteur souligne que, depuis 2014, les IDE canadiens aux EU se montrent plus dynamiques que les flux en sens inverse : « au cours des derniers trimestres, le volume des investissements directs canadiens aux États-Unis a oscillé entre 15 et 20 milliards de dollars par trimestre, soit 3 à 4 milliards de dollars par mois », soit bien davantage que les flux américains vers le Canada, qui s'élèvent en moyenne à environ 2 milliards de dollars par mois. Le stock des IDE canadiens aux EU atteint ainsi fin 2023 1,1 Md CAD, contre seulement près de 620 milliards de dollars d'IDE américains au Canada.

3/ Dans ce contexte, l'imposition de droits de douane de 10% aurait un impact récessif important sur les deux économies, avec des secteurs et des géographies particulièrement affectées. En conclusion de son rapport, l'auteur s'interroge sur l'impact possible sur ces deux économies d'un tarif généralisé de 10%, ainsi que le propose D. Trump. En rappelant le précédent de 1971, qui n'avait certes duré que quatre mois mais qui avait entraîné selon des études récentes une réduction de 2,6 % du total des importations aux États-Unis en provenance du Canada, l'auteur estime que, en l'absence de mesures de rétorsion de la part d'autres pays, « le revenu réel canadien diminuerait de 0,9 % et la productivité globale du travail au Canada chuterait de près de 1 % ; (...) en cas de représailles, les revenus réels au Canada diminueraient de 1,5 %, tandis que la productivité du travail chuterait de près de 1,6 % ». Ces mesures affecteraient également l'économie américaine puisque, dans ce second scénario, le revenu réel et la productivité du travail diminueraient tous deux aux États-Unis d'environ 1 %. Des chiffres dans l'ordre de grandeur de ceux présentés récemment par le *Peterson Institute for International Economics* (cf notamment « *The international economic implications of a second Trump presidency* », Warwick J. McKibbin, Megan Hogan et Marcus Noland).

Certains secteurs ou géographies seraient tout particulièrement affectés. De manière intuitive, ce sont les secteurs les plus importants de la relation bilatérale qui seraient les plus exposés : les véhicules à moteur, les métaux de base et les produits énergétiques. Tout aussi intuitivement, les géographies les plus touchées seraient celles les plus ouvertes à ces échanges bilatéraux : l'Ontario, au Canada, dont les échanges commerciaux avec les États-Unis représentent 41% du PIB de la province ; le Michigan ou l'Illinois, aux États-Unis, dont les échanges avec le Canada représentent respectivement 14% de l'économie de l'État et 10,2%. Mais l'impact se ferait probablement sentir beaucoup plus largement : l'auteur rappelle à cet égard que les échanges bilatéraux représentent tout de même 3,7% du PIB d'un État comme le Texas et que le Canada demeure la première destination des exportations de 34 États américains, souvent loin devant la seconde destination.

* * *